



Volume 1, numéro 16

Démocratie, connaissance et innovation : le triptyque de la prospérité des nations et des entreprises

Article publié sur le journal électronique <http://www.lematindz.net>

Par

Ammar Hadj-Messaoud, Ing.; M.Sc.A

Expert Principal

a.h-messaoud@sciquom.com

Dans cette contribution, il ne s'agit pas de démontrer que les nations prospères et les plus riches sont celles qui sont bien équipés en démocratie, en connaissance et en capital humain, les faits sont là et sont largement démontrés. Il s'agit de démontrer que notre pays est un pays pauvre, car les pays pauvres comptent uniquement sur leurs ressources naturelles et la main d'œuvre, et le capital artificiel construit est tout à fait inutile sans connaissance. Les sacs d'argent ne peuvent pas devenir un capital productif sans connaissance. Notre pays et notre culture sont riches en ressources, mais il reste pauvre en connaissance.

Avant, la prospérité des nations et des entreprises se faisait à travers l'exploitation des ressources naturelles, à cet effet les pays du nord ont colonisé les pays du sud afin d'exploiter leurs richesses naturelles et leurs main-d'œuvre en les maintenant dans un état de pauvreté. Aujourd'hui, la compétitivité, autrement dit la prospérité, d'une nation ou d'une entreprise repose sur la maîtrise de la connaissance et de l'information, ainsi, la notion de colonisation a simplement changé de forme. En effet, les pays du nord, sous couvert de démocratie, font la promotion de dirigeants du sud fondamentalement faibles envers tout ce qui en rapport avec l'épanouissement et l'anoblissement humain. Tout cela afin de faire empêcher les pays du sud de maîtriser l'information et la connaissance. En d'autres termes les pays du nord viennent pomper les richesses des pays du sud sans nécessité d'occupation.

Dans ce contexte comment peut-on définir la connaissance ? Elle se définit comme la capacité à coordonner ses actions, seuls ou avec d'autres, de manière efficace et ciblée, intégrées à l'intérieur et activées par les institutions humaines, sociales et culturelles.

Apprendre à coordonner ses actions, à savoir, la production, le maintien et la préservation du capital humain, ne peut avoir lieu qu'au sein d'une infrastructure sociale nécessaire, c'est-à-dire, les institutions culturelles et éducatives, les expériences partagées de l'histoire, des habitudes, des valeurs, des croyances, des aspirations et les systèmes de parenté en

milieu familial. Ainsi, une démocratie qui fonctionne est basée sur le respect, et le comportement du libre marché repose sur la confiance. C'est pourquoi la démocratie et les marchés sont dans une large mesure des comportements appris, qui dérivent de cultures et des infrastructures sociales fortes. Sans le respect et la confiance appris et profondément ancrés, la démocratie et les marchés deviennent simplement des caricatures voyantes et souvent d'elles-mêmes cruelles. Notre pays, l'Algérie, en est l'exemple parfait.

Seules les nations socialement et culturellement fortes, riches en capital humain, en valeurs familiales, en respect et en confiance, pourront toujours devenir prospères - indépendamment de leurs richesses naturelles, physique ou financière. Seules les nations d'apprentissage et d'évolution continue de manière fiable de leur capital humain et social pourront toujours goûter réellement à une prospérité durable. Un pays riche, comme un riche fermier, doit être en mesure de continuer à augmenter son stock de capital. Cette accumulation du stock de capital élargit l'ensemble des alternatives et opportunités pour les générations suivantes, rendant ainsi la richesse actuelle durable.

La richesse accrue permet également de générer des revenus plus élevés, mais un revenu plus élevé peut également être créé temporairement en diminuant sa richesse et en réduisant son capital. Seuls les pays pauvres, comme les individus pauvres, vivent pour la



plupart de leurs revenus seulement en conservant pour quelque temps, voire en puisant dans leurs stocks de capital. Le revenu basé sur l'épuisement du capital n'est pas viable et ne devrait pas être acceptée comme un revenu, mais seulement comme une consommation de capital. Seuls les plus pauvres des pauvres consomment leur propre substance : ils mangent leurs propres dotations en capital, n'est ce pas ce que nous faisons avec le pétrole et bientôt avec le gaz de schiste. Il est donc de la responsabilité des générations actuelles et c'est le défi qu'ils ont, de laisser aux générations futures plus de capital par habitant. Cela appelle à définir les différentes formes de capitaux, il y a au moins quatre :

1. Le capital artificiel, produit actif des infrastructures, des technologies, des bâtiments et des moyens de transport. C'est « l'accessoire » fabriqué des nations. Ce matériel national doit être constamment entretenu, renouvelé et modernisé pour assurer sa productivité, son efficacité et son efficacité. En général, dans les pays pauvres on évalue la performance des gouvernants sur la base de ce capital. Comment accepter cette évaluation lorsqu'on joue tout seul sur le terrain ? L'évaluation la plus logique, dans ce cas, est de dire, peut-on faire plus ou mieux avec moins d'argent ? Sur la base de cette évaluation on verra tout de suite que nos gouvernants n'ont pas la capacité compétitive.
2. Le capital naturel, c'est à dire le produit de la nature renouvelé qui reproduit les « intrants » de la terre, de l'eau, de l'air, les matières premières, la biomasse et les organismes. Le capital naturel, renouvelable et non renouvelable, est sujet à la fois à l'épuisement, à la dégradation, à la culture, au recyclage et à la réutilisation. Sur ce plan comment peut-on évaluer des réalisations lorsqu'on navigue à vue, d'une part et qu'on joue tout seul, d'autre part.
3. Le capital humain (ou des ressources humaines) fait référence à l'investissement continu dans les compétences, les connaissances, l'éducation, la santé et l'alimentation, les bonnes aptitudes, la motivation et l'effort des gens. C'est le « logiciel » et « brainware » (ou bien codage culturel du management) d'une nation, cela peut-être la forme la plus importante du capital pour le développement rapide des pays. Sur ce plan, comment peut-on mesurer les réalisations et le succès, lorsque l'investissement dans ce capital est le moins bien loti. Comment peut-on mesurer le succès lorsque les gouvernants ne se réforment pas eux même et restent ancrés dans leurs vieilles façons de faire ? Comment peut-on mesurer le succès lorsqu'on navigue sans boussole ?
4. Le capital social est le mécanisme ou l'ordre social de fonctionnement des institutions, des communautés civiques, de la cohésion nationale et culturelle, des valeurs collectives et familiales, de la confiance, des traditions, du respect et du sentiment d'appartenance. C'est « l'ordre social » volontaire, spontanée, qui ne peut pas être conçu, mais son autoproduction peut être nourri, soutenu et cultivé. Ainsi, quelles réalisations, les gouvernants, peuvent-ils revendiquer ? Sur ce plan, on a plutôt dilapidé le peu qu'on avait.

Tous les capitaux, cité plus haut, doivent être élaborés de façon équilibrée et harmonieuse. Les deux dernières formes sont actuellement les plus importants et les plus efficaces dans la création de la richesse et la prospérité. Le vecteur ou le portefeuille de ces capitaux, sa structure et son profil, est plus importante

que la somme totale des capitaux, c'est-à-dire, la somme des optimums locaux relatifs à chacun des capitaux cités ne constitue pas l'optimum global relativement à la prospérité d'un pays. Un pays, comme le nôtre, qui a tout ou presque de sa richesse en ressources naturelles pourrait devenir un fournisseur international, mais il ne progressera pas en soi. Bien que les compromis entre les différents capitaux soient souvent nécessaires, et parfois sages et stratégiquement souhaitables, ils sont rarement durables, car les compromis en Algérie n'ont pas été fait sur la base d'une vision qui épanouit et anoblit les gens, le leadership des organisations est un leadership transactionnel et non pas un leadership transformationnel. Ainsi, le portefeuille de capital optimal a été affectée négativement par des compromis et des substitutions irréversibles ou trop fréquentes. Par exemple, ou est la stratégie industrielle ? qu'a-t-on fait des entreprises publiques ? Quel est le résultat de tous les argents injectés dans la mise à niveau des entreprises et des institutions ? Comme disait Sénèque, « il n'a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va », sans vision les gens périssent.

À long terme, c'est le capital social qui fournit les mécanismes du soutien nécessaire au capital humain de se manifester de manière efficace, c'est comme cela qu'on détecte les talents. Grâce, surtout, au renouvellement du capital humain et social, et par conséquent aussi du capital artificiel et du capital naturel, l'ensemble des possibilités est élargi pour les générations futures.

Le capital social est clairement critique, bien qu'il soit l'un des plus négligés et ignorés, les effets pervers de cette négligence est la corruption et sa « commercialisation ». Le capital social est un ordre social spontané (une société civile et culturelle sans contrainte et non forcée), qui définit les capacités des gens à travailler vers des buts et objectifs communs dans des équipes et des organisations, à former de nouvelles associations et des réseaux de coopération, et de démanteler et de dépouiller les vieilles institutions sans conflit ou violence. C'est un environnement favorable au capital humain pour devenir efficace.

Le capital social ne comprend pas seulement le monde des affaires, mais comprend aussi les associations bénévoles et sans but lucratif, les établissements d'enseignement, les clubs, les syndicats, les médias, les organisations caritatives et les mosquées. Une communauté civique solide est caractérisée par une prépondérance des organisations horizontales, l'autonomie, l'auto-organisation, l'autocontrôle et d'autogestion. D'autre part, les organisations autocratiques, centralisée et hiérarchique verticale se trouvent dans les sociétés de moindre confiance, de sociabilité spontanée faible et par conséquent une performance économique plus faible. Dans ce cas, le rôle d'un État doit alors compenser le manque de réciprocité, l'obligation morale, le devoir envers la communauté et la confiance, un rôle pour lequel l'État est le moins équipé et le moins fiable pour entreprendre.

Cultures fortes, forts ordres sociaux spontanés et les niveaux forts de la confiance civique ont tendance à produire de meilleures performances économiques et générer de la richesse, et non l'inverse. Une forte performance économique et la création de richesse ne sont pas des précurseurs ou des conditions préalables à des sociétés civiles fortes. Les Nations avec les traditions culturelles et civiques faibles seront généralement plus pauvres, aux prises avec les gouvernements « forts », en s'appuyant essentiellement sur leurs ressources naturelles et le capital artificiel, et en négligeant les sphères sociales et humaines

de l'existence.

Les économies les plus riches et performantes seront généralement engendrées par les nations caractérisées par des cultures fortes, denses et structurées horizontalement empreintes de confiance, de coopération et d'associations. Ainsi, les nations les plus riches sont celles qui ont plus de richesses au niveau de leur capital social et humain, et une partie moindre au niveau du capital artificiel ou naturel.

Les pays riches sont généralement ceux qui investissent davantage dans leur capital humain, l'éducation, l'alimentation, les soins de santé, etc., sur de plus longues périodes de temps. Certains pays pauvres ont des revenus relativement élevés parce qu'ils n'investissent pas assez dans le renouvellement de leur portefeuille de capital, mais consomment réellement leur capital (consommer leurs semences de plantes de la prochaine année). Par exemple, notre pays augmente artificiellement son revenu actuel pour des raisons politiques, mais au prix d'un épuisement de la richesse à long terme et il est assez décourageant de voir que c'est la corruption qui est nourri à travers une culture de tout-va, tout en étant culturellement aveugle à « l'argent sale ». Ceci s'ajoute à des politiques nationales très myopes qui peuvent endommager ou détruire le capital social et la richesse, de façon pratiquement irréversible. Le développement durable est mieux réalisé en investissant dans les gens. Pourtant, la majorité des politiques économiques actuelles reste concentré sur le capital artificiel. Plutôt d'investir dans la technologie, éduquer les gens et en élargissant les opportunités à leur autonomie, à l'autogestion, à l'autocontrôle et le développement de leurs capacités. C'est pourquoi la plupart de nos organisations restent toujours médiocres après 50 ans d'efforts égarés.

Beaucoup de politiques erronées sont le résultat de croyances naïves et d'adoration du marché néo-païen. L'efficacité du marché libre est seulement un des nombreux sous-produits de pré-existantes communautés morales. Sans ces communautés morales, le libre marché sans règles et limites n'est ni conservateur ni constructeur mais il constitue une force radicalement plus perturbatrice, c'est-à-dire il va accentuer la dissolution sans relâche de la loyauté des sociétés à leurs communautés, les clients de leurs commerçants du quartier, les athlètes de leurs équipes et nations, les équipes dans leurs villes, et ainsi de suite. Sans une

culture préformée, un ordre social spontané de confiance, de loyauté et de réciprocité, notre pays ne peut atteindre et maintenir une richesse durable.

Pour atteindre ce but de prospérité, il faut aussi innover. L'approche de l'innovation, dans les secteurs institutionnels et d'entreprise de production de biens ou de services, ne doit pas seulement être efficace (répondre aux attentes des clients) mais aussi efficiente (réaliser dans les délais et à l'intérieur des budgets prévus). Pour le secteur institutionnel, il s'agit d'assurer la prospérité du pays et des citoyens maintenant et durablement. Ainsi, l'innovation, dans ce secteur, consiste à trouver des moyens et des méthodes de support pour faciliter la vie au citoyen ou à l'entreprise, quelque soit l'objet de son besoin. Par exemple, pour un secteur institutionnel de soutien comme un hôpital –nonobstant l'aspect technique du matériel de soin – l'innovation consiste à déterminer quels sont les connaissances nécessaires, c'est-à-dire, les compétences, les responsabilités et les comportements requis pour soigner vite et bien. Dans ce contexte, pour assurer l'amélioration continue, les idées de « bonnes politiques » doivent être générées de façon systématique et transformées en « politiques » à succès.

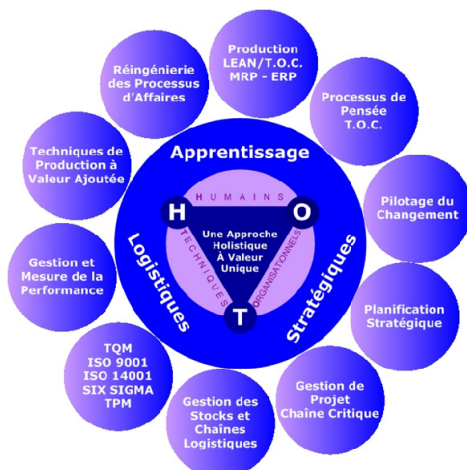
Ammar Hadj-Messaoud est Ingénieur et maître en sciences appliquées. Il dirige les opérations de Sciquom Conseil, firme spécialisée dans l'amélioration des capacités compétitives des entreprises et des institutions. Il dispose d'une longue et riche expérience en gestion des opérations. Il a occupé les plus hauts postes de gestion au sein de plusieurs entreprises multinationales au Canada. Ses principales responsabilités consistent à diriger les orientations et les stratégies en gestion des opérations et à fournir le soutien pour l'application des politiques et directives de gestion des différentes fonctions opérationnelles. Il est consultant auprès de plusieurs entreprises dans l'implantation de processus d'amélioration continue.



Capitalisation d'un savoir-faire au service des entreprises
Conseils, Cognitifs, Créatifs en Production et en Organisation

DES IDÉES PERMETTANT D'EXPLOITER LA PLEINE PUISSANCE DE L'INFORMATION ET DE LA CONNAISSANCE

DANS LA GESTION DES OPÉRATIONS INDUSTRIELLES ET INSTITUTIONNELLES



NOTRE MISSION

« Aider nos clients à améliorer leurs capacités compétitives afin de prendre le contrôle effectif de leur marché respectif, atteindre leurs objectifs de rentabilité et actualiser leur mission. »

